



Retraites : On ne va pas laisser faire !

« Il faut tenir compte de notre démographie. Dès lors que l'on vit plus longtemps, on devra travailler un peu plus longtemps », a déclaré François Hollande lors de sa seconde conférence de presse du 16 mai 2013 à l'Élysée.

du gouvernement.

Le Medef est ravi, les « conférences sociales » lui conviennent à merveille. La première a débouché sur l'ANI devenu loi de flexibilisation du travail. Laurence Parisot passe à l'offensive. Elle réclame un allongement de la durée de cotisation à 43 ans d'ici 2020 et un recul de l'âge légal à « au moins 65 ans à l'horizon 2040 » !

Faire payer les retraités ou faire travailler plus longtemps les salariés : c'est NON !

C'est pourtant ce que le gouvernement prépare avec l'augmentation de la CSG pour les retraités de 6,6 à 7,5%, la fin de l'indexation des pensions sur l'inflation, C'est-à-dire une baisse des pensions des retraités actuels, un nouvel allongement jusqu'à 44 annuités de la durée de cotisation nécessaire pour toucher une pension complète. C'est-à-dire une baisse des pensions des futurs retraités.

Loin de sauver les retraites de telles mesures les détruisent et font le lit des systèmes privés, liés à la finance.

Nos retraites ne sont ni trop élevées, ni trop longues !

Ce sont les rentrées qui sont trop faibles minées par le chômage, par les bas salaires, par les exonérations de cotisations patronales.

L'Union Européenne exige des « réformes structurelles », Hollande et son gouvernement s'exécutent !

A qui feront-ils croire qu'il faudrait « travailler plus longtemps », alors que des milliers de jeunes ne trouvent pas d'emploi, que les plans de licenciements sont quotidiens,et que les patrons se débarrassent dès qu'ils le peuvent des « séniors » pour les remplacer par des salariés plus « productifs » ?

A qui fera-t-on croire, qu'une infirmière, une aide-soignante, un agent des services logistiques épuisé par les rythmes de travail de l'Hôpital Entreprise, devrait travailler jusqu'à 65 ans, voire 70 pour avoir une retraite décente, alors que le chômage n'a jamais été aussi élevé !



Le coup du dialogue social.

Une retraite décente, qui permette de profiter de la vie après le travail, et mette chacun et chacune à l'abri d'une vieillesse dans la misère, est un droit élémentaire. Ce droit est déjà mis à mal, en particulier pour les femmes dont les pensions ne représentent en moyenne que 62 % de celles des hommes ce qui amène 22 % des femmes âgées à être menacées par la pauvreté.

Le gouvernement craint de fortes mobilisations comme en 2003 ou 2010 !

Il nous refait donc le coup du « dialogue social » : occuper les organisations syndicales autour du tapis vert, puis faire voter le projet à la sauvette dès le mois de Septembre pour éviter toute mobilisation dans la rue, la seule qui permettrait de mettre en échec les projets

En prenant sur les profits, en créant des emplois (notamment dans les services publics) et en augmentant les salaires, en accroissant la part des richesses qui va aux cotisations sociales il y a les moyens de garantir le droit à la retraite à 60 ans maximum, à 55 ans pour les salariés ayant subi des travaux pénibles, avec 75 % du salaire brut, calculé sur les six meilleurs mois de salaire, avec 37,5 annuités de cotisation maxi. (incluant les années de chômage, de formation, de temps partiel).

Gouvernement et patronat ont, ensemble, un plan de bataille pour imposer un nouveau recul. A nous de nous réunir dans nos syndicats et associations pour préparer la riposte, refuser le piège du dialogue social, discuter d'un plan pour une contre-offensive afin de mettre un coup d'arrêt à une politique entièrement dévouée au Medef contre les salariés.

**Pas d'austérité pour la santé !
Droit aux soins pour toutes et tous !
Personnels et usagers il est temps d'agir ensemble :**

**25 Mai : 6 heures pour la santé à Paris
15 Juin : Manifestation Nationale à Paris des personnels
et usagers de la santé.**

A l'hôpital, avec Hollande/Touraine, comme avec Sarkozy/Bachelot, les fermetures de services : **c'est maintenant!**

Les restructurations, les « plans de retour à l'équilibre » avec des centaines de suppressions de postes, des suppressions de journées de RTT etc. : **c'est maintenant !**

Les conditions de travail insupportables de l'Hôpital Entreprise s... : **c'est maintenant !**

Pour les patients, les « franchises », les dépassements d'honoraires, les difficultés pour accéder aux soins: **c'est toujours « maintenant » !**

Mais ça commence à bouger dans nos établissements ! comme à Quimper, où l'établissement psychiatrique est en grève reconductible, à Cherbourg (800 manifestants), à Toulouse où les hospitaliers organisent des « mardis de la colère », à Tarbes-Bagnères-Lourdes-Lannemezan (manifestation de 400 personnes) et ailleurs...

L'heure est donc à ne plus subir ; mais à se coordonner pour agir.

Deux initiatives vont dans ce sens:

**Le 25 mai 2013
« Six heures pour la santé, l'action sociale, la Protection sociale »
de 9 h à 16 h à la bourse du travail 29 rue du temple à Paris.**

**Le 15 juin
Manifestation nationale unitaire « pour la santé et la Sécurité sociale ».**

A l'appel de :

- Act-Up Paris, Act-Up Sud-Ouest, ATTAC France, CADAC, Collectif 20°-Tenon, Comité de soutien au Dr Poupardin, Convergence des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Femmes égalité, La santé n'est pas une marchandise, Réseau éducation populaire, Résistance sociale, UNRPA, l'Union Nationale des Groupements Mutualistes Solidaires

- Fédération CGT santé et action sociale, Fédération Sud santé sociaux, Syndicat de la médecine générale, Syndicat National des Chirugiens-Dentistes de centre de santé, Union Syndical des Médecins de centre de santé, Union syndicale de la psychiatrie, Union syndicale Solidaires

- Avec le soutien des organisations de Notre Santé En Danger : Alternatifs, Fase, GA, GU, NPA, PCF, PCOF, PG, République et socialisme

C'est une première occasion de faire converger les luttes existantes, de leur donner une dimension nationale:

-pour refuser l'austérité (« de gauche », comme de droite) dans la santé

-défendre un service public et d'action sociale, avec des budgets et des effectifs correspondant aux besoins, des conditions de travail permettant d'assurer les meilleurs soins.

-exiger le droit aux soins pour tous, grâce à une Sécurité Sociale les remboursant à 100%

Partout, organisons ensemble dans l'unité cette manifestation !

Le NPA sera présent et appelle à participer nombreux à ces deux initiatives, premières étapes d'une indispensable mobilisation d'ampleur pour la défense des retraites, le droit à la santé pour tous et toutes, et la reconquête de la Sécurité sociale.

Pour contacter le NPA santé écrire à : npa-sante-secu-social@orange.fr